

CULTURE & RECHERCHE

N° 44, OCTOBRE 1993, SUPPLÉMENT DE LA LETTRE D'INFORMATION N° 352

SOMMAIRE	Actualité	2
	Pour une histoire vivante de l'art vivant	6
	Archivistique et pratiques scientifiques contemporaines	8
	Le Centre des archives du monde du travail	10
	Politique de la recherche	12



**Direction de
l'administration
générale**

**Mission de la recherche et de la technologie
3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01
Tél. : 40 15 80 45**



CALENDRIER

SÉMINAIRES

Instruments de recherche en histoire de l'art moderne et contemporain. Problèmes de méthode.
Séminaire du G.D.R. 712 (CNRS).

15 octobre 1993 : iconographie et illustration

5 novembre : livres d'heures et missels

3 décembre : Bestiaires et fables

Séances suivantes : 7 janvier, 4 février, 4 mars 1994.

Au ministère de la recherche 1, rue Descartes

75005 Paris ; le vendredi, à 14h, Pavillon Joffre,

Carré des sciences, salle Débats B.

Contact : Ségolène Le Men. Musée d'Orsay.

Tél. : 40 49 48 21.

Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques

La recherche en France, 1938-1965 : sciences, technologies, politique et industrie. Réflexion sur les transformations des pratiques et des savoirs ; en particulier sur le rapport entre science

« fondamentale » et science « appliquée », sur la constitution des réseaux scientifiques ou sur le rôle des politiques des grands organismes ou des fondations. Les conséquences de nature épistémologique de ces transformations sur l'organisation et la conception des disciplines elles-mêmes et sur les variations de la hiérarchie entre elles.

Ce séminaire mensuel est organisé conjointement par l'INSERM, la CSI La Villette, le CNRS et l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP).

Les séances se tiennent à partir d'octobre le mardi matin de 9h30 à 11h30 à la Médiathèque d'histoire des sciences, Cité des sciences et de l'industrie à Paris.

Information : Anna Pusztai - CRHST.

Tél. : 40 05 75 52.

FORMATION

« Sciences sociales et image »

Programme de formation à la vidéo et au documentaire conçu par l'institut méditerranéen de recherche et de création (I.M.E.R.E.C.)

Stages de différents niveaux, agréés par la formation permanente, destinés à des praticiens des sciences sociales, conservateurs de musées, professionnels de l'animation culturelle, techniciens audiovisuels d'organismes de diffusion culturelle etc.

Prochains stages : 18-27 octobre 1993/ 11-20 avril 1994/ 30 mai-8 juin 1994.

Contact : Solange Poulet - IMEREC - Vieille Charité - 2, rue de la Vieille Charité 13002 Marseille.

Tél. : 91 56 16 44. Fax : 91 90 18 56.

CNRSFormation

Le catalogue 1994 du CNRSFormation est paru. Formations courtes pour chercheurs et ingénieurs de l'industrie dans des domaines très variés allant de l'informatique aux biotechnologies, en passant par le traitement du signal, les différentes méthodes d'analyses physico-chimiques, l'environnement ou l'archéologie etc.

CNRSFormation : 1, place Aristide Briand 92195 Meudon cedex. Tél. : 45 07 58 80. Fax : 45 07 59 00.

SÉMINAIRE SUR LE CULTUREL

Séminaire organisé par Michel Deguy dans le cadre de la convention entre le ministère de la culture et de la francophonie et le Collège international de philosophie.

Dix séances sont prévues, à raison de deux par thème :

1 - Le culturel en tant que « phénomène social total ». Approches descriptives ; recherches terminologiques (« culturel »/ « naturel ») ; hypothèses en vue de définitions.

2 - La démesure du culturel. Du patrimonial ; économie et politique du culturel. Y a-t-il plusieurs politiques culturelles possibles ?

3 - Du multiculturalisme. Culturel et écologie.

4 - Art(s) et culturel. « Qu'est-ce que ça vaut ? ». L'œuvre et l'objet. Produire, exposer, installer, juger, estimer, vendre...

5 - Conclusions. Y a-t-il lieu de « résister » au développement du culturel ?

De 18h à 20h au Collège international de philosophie - 1, rue Descartes 75005 Paris.

Amphi Yves Stourdzé. Tél. : 46 34 36 99.

Première séance : lundi 6 décembre.

Deuxième séance : lundi 3 janvier.

Mission de la recherche - Tél. : 40 15 84 24

SÉMINAIRE NARCISSE

25 - 26 novembre 1993

Ces journées de travail organisées par le laboratoire de recherche des musées de France à Paris ont pour but de présenter les objectifs du projet Narcisse (*Network of art research computer image systems in Europe*), les réalisations techniques, ainsi que les modes de diffusion. Des tests pratiques pourront être effectués le 26 novembre sur les matériels et logiciels développés dans le cadre du projet. Les institutions partenaires : Arquivos Nacionais/Torre do Tombo, Lisbonne ; Banque de données des biens culturels, Suisse, Berne ; Rathgen Forschungs Laboratorium, Berlin ; Laboratoire de recherche des musées de France, Paris.

1 - Objectifs :

Narcisse a pour objectif la création d'un fonds documentaire de textes et images. La base textuelle comporte l'indexation des publications liées à la conservation/restauration des œuvres rédigées dans les langues des partenaires en vue d'une consultation à distance. La banque d'images contient les radiographies et les photographies tech-

ACTU

niques des peintures et enluminures ; la saisie numérique en très haute définition (10 points/mm sur l'œuvre) est garante de la pérennité du fonds image.

2 - Réalisations techniques :

système documentaire relationnel comportant trois fichiers (« œuvre », « film », et « état de l'œuvre ») conçu par les partenaires du projet et permettant la recherche multifichier et multilingue à partir de logiciels développés par la société Dataware (saisie de la base commune en quatre langues et interrogation des quatre bases à partir d'une seule langue). Etude et réalisation d'un numériseur très haute définition (société Thomson-Broadcast) sur spécification des partenaires, pour films radiographiques et photographiques.

3 - Modes de diffusion :

édition d'un CD ROM « Art-Science » (glossaire normalisé en 8 langues des mots clés permettant l'interprétation des documents scientifiques et techniques) réalisé sur 120 peintures et enluminures. Cette documentation gérée par le logiciel A.I.R.S. de la société Euritis est illustrée avec des images numérisées et gérées en haute définition par le système Scopyr de la société Avelem (solutions techniques et juridiques).

Examen des contraintes juridiques liées à la diffusion (édition électronique).

Contact : Christian Lahanier ; laboratoire de recherche des musées de France. Tél. : 40 20 58 71. Fax : 47 03 32 46.

COLLOQUE NOUVELLES IMAGES ET MUSÉOGRAPHIE

26 - 27 novembre 1993

à l'auditorium du Louvre

Discrètes jusqu'aux années 80, les nouvelles images ont investi les musées : banques de données-images, vidéodisques interactifs, images de synthèse ou de haute définition... Cette profusion d'images apporte-t-elle une meilleure connaissance des œuvres ? Quel est le statut de l'original à l'ère de la duplication sans limite ? Quelles modifications du comportement des visiteurs ces dispositifs entraînent-ils ? Quelles avancées scientifiques peut-on en attendre ? A quelles dérives peuvent-elles conduire ?

Conférences sur les principales réalisations de musées français et étrangers, sur les problèmes juridiques découlant des nouvelles images, sur les nouveaux comportements liés aux nouveaux supports, sur la reconstitution d'œuvres et de monuments.

Contact : Musée du Louvre - Auditorium. Tél. : 40 20 50 50.

ALITÉ

INTERVENTION ARCHÉOLOGIQUE SUR UN GISEMENT ANTIQUE À GRANDE PROFONDEUR

Relevant davantage du pari technologique que de la fouille traditionnelle, une intervention archéologique sur une épave antique à grande profondeur s'est récemment déroulée, du 20 au 25 mai 1993, grâce à une collaboration entre le département des recherches archéologiques sous-marines (DRASM) et l'IFREMER.

Découvert par le sous-marin Cyana en octobre 1988 et expertisé par le DRASM en mars 90, le gisement se situe très exactement par 662 m de fond dans le golfe du Lion, à près de 40 nautiques de l'embouchure du grand Rhône.

Naufragé dans le 2^e quart du I^{er} siècle de notre ère, le navire, originaire de Bétique (Espagne du sud), transportait entre 1000 et 2000 amphores.

Du point de vue méthodologique, il s'agissait d'une opération non destructrice, sans prélèvement ni déplacement d'objet, ayant pour but la couverture stéréographique du tumulus d'amphores. La grande profondeur et l'utilisation d'un sous-marin, en l'occurrence le Nautille, ont conféré à cette opération un caractère nouveau.

La première étape a consisté à mettre en place sur le site, au moyen des bras du submersible, un certain nombre de référentiels nécessaires au calcul des déformations et à l'enregistrement des coordonnées cartésiennes. Les prises de vues furent effectuées ensuite à hauteur constante, d'abord obliques puis verticales. On utilisa à cet effet, outre les caméras Benthos du Nautille, deux Rollei métriques 6006 disposés dans des caissons étanches à l'avant du Nautille.

Le suivi de la photomosaïque et le contrôle des prises de vues stéréoscopiques furent réalisés quotidiennement dans le laboratoire photographique installé pour la circonstance à bord du Nadir, le bateau-base de l'IFREMER.

Actuellement en cours en laboratoire (Société d'études et de travaux photogrammétriques), la restitution photogrammétrique va permettre d'obtenir un plan tridimensionnel précis des objets de surface et de leur interaction.

Au départ, le document obtenu représentera en relief l'ensemble des objets de la couche apparente, soit au total près d'un millier d'amphores. Les trois dimensions seront rendues grâce à un ensemble de points cotés et de courbes de niveaux.

Mais, au-delà de cette cartographie précise du site, il s'agira d'une base de données permettant, à partir de visualisations en image de synthèse sous diverses perspectives, de choisir des « sorties dessin » en DAO, en plans et sections à toute échelle et des animations vidéo.

Au total, l'aspect novateur de cette opération, dans un domaine où la technologie française occupe l'un des tout premiers rangs, devrait constituer une étape importante dans l'étude des gisements profonds.

DRASM - Fort Saint-Jean 13235 Marseille cedex 2.
Tél. : 91 91 06 55. Conservateur responsable de l'opération : Luc Long.

CONSEIL DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE

Le Conseil du patrimoine ethnologique, récemment renouvelé pour quatre ans, s'est réuni en séance inaugurale présidée par M. Jacques Toubon le 28 septembre 1993. A cette occasion, celui-ci a souhaité que ce patrimoine ethnologique – qui figure parmi les « nouveaux patrimoines » suscitant l'engouement du public – devienne un pilier de la politique patrimoniale. Il a estimé nécessaire de « stimuler la prise de conscience, au sein du ministère, de l'existence d'un petit patrimoine ordinaire, à la fois matériel et immatériel et de lui donner sa place parmi les autres patrimoines ». Soulignant le bilan positif des actions menées depuis 13 ans par la mission du patrimoine ethnologique, le ministre entend renouveler les missions de celle-ci dans un sens qui facilite notamment l'articulation avec l'entreprise d'aménagement culturel du territoire qui est au centre de l'activité gouvernementale. Il s'agit aussi que les activités de la mission s'intègrent plus réellement à celles de l'ensemble des sous-directions de la direction du patrimoine, afin de mieux répondre aux demandes des collectivités locales, des associations et des personnes privées. Un premier exemple d'harmonisation des démarches concerne le patrimoine rural pour lequel un groupe d'études, présidé par le Pr. Isac Chiva, mène des travaux depuis le printemps dernier. Seront concernés progressivement d'autres secteurs du patrimoine (patrimoine maritime, fluvial et lacustre, pratiques festives etc.). Le ministre insiste sur la nécessité de rendre évidente la spécificité culturelle et patrimoniale de la recherche menée au sein du ministère. A ce titre, il souhaite que le ministère participe activement au

CALENDRIER

COLLOQUES

Conservation et restauration des vitraux. 28 - 29 octobre 1993

Journées d'études du Centre international du vitrail à Bourges.

Contact : Centre international du vitrail - 5, rue du Cardinal Pie - F - 28000 Chartres. Tél. : 37 21 65 72.

L'Europe de la recherche et de l'industrie 8 - 9 novembre 1993

Forum-débat sur le 4^e programme-cadre communautaire (1994-1998) organisé par l'Association nationale de la recherche technique à Paris.

Contact : Régis Vidal-Engaurran, ANRT-Europe.
Tél. : 47 04 47 57.

Papiers et filigranes. Documentation, images, informatisation. Etat de la question et perspectives.

Table ronde organisée par le Musée du Louvre, département des arts graphiques, le CNRS, et l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM) – Bibliothèque nationale.

15 novembre 1993 au Musée du Louvre, Hall Napoléon (Pyramide), Auditorium, salle des 80.

L'expérience du département des arts graphiques ; constitution de fonds et études de corpus.

16 novembre 1993 à la Bibliothèque nationale, entrée coté rue Vivienne, Salle des Commissions (dans la cour à gauche, R.d.C.)

L'expérience ITEM – Bibliothèque nationale ; l'informatisation : quels besoins, quelle finalité ?

Contact : Catherine Goguel. Musée du Louvre - département des arts graphiques. Tél. : 40 20 52 51.

Le futur des organismes de recherche et de technologie (ORT) en Europe 16 - 17 novembre 1993

Conférence organisée au Palais des Congrès à Bruxelles par la Commission des Communautés européennes (programme SPRINT).

Contact : J.-R. Tiscar - DG XII/D/4 - CCE - Bâtiment Jean Monnet - rue Alcide de Gaspéri - L - 2920 Luxembourg. Fax : (352)4301-34544.

« Les affaires culturelles au temps de Jacques Duhamel (1971-1973) » 7 - 8 décembre 1993

Journées d'étude organisées sous l'égide du Comité d'histoire du ministère de la culture à l'UNESCO. Ces journées sont préparées par la Fondation nationale des sciences politiques (Centre d'histoire de l'Europe du XX^e siècle), la Mission des archives et le département des études et de la prospective du ministère de la culture.

Trois grands thèmes : 1 - Politique et administration de la culture. 2 - Action culturelle et « développement culturel ». 3 - L'intervention culturelle.

Contact : DEP - Dominique Jamet - Tél. : 40 15 79 41.
Geneviève Gentil - Tél. : 40 15 79 16.

ARCHÉOLOGIE

Le château d'Essertines (Loire).

Sous la direction de Françoise Piponnier,
Documents d'archéologie en Rhône-Alpes n° 8,
180 p., 225 ill., 140 F.

Diffusion : Association lyonnaise pour la promotion
de l'archéologie en Rhône-Alpes -
25, rue Roger Radisson 69322 Lyon cedex.

Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement. La formation d'un terroir au XI^e s.

Sous la direction de Michel Colardelle
et Eric Verdel, préface de Christian Gaudineau.
Documents d'archéologie française n° 40, éditions
de la Maison des sciences de l'homme, 416 p.,
294 ill. Prix de lancement jusqu'au 31.01.94 : 350 F,
prix de vente ensuite : 400 F.
Diffusion : CID 131, bd Saint-Michel 75005 Paris.
Tél. : 43 45 47 15.

ART

La force de l'art. Histoire de l'art en Occident de l'an mil à nos jours.

Par Jean-Luc Chalumeau, coédition Direction des
musées de France/éditions Cercle d'art, 140 F.
Cet ouvrage est le premier d'une nouvelle
collection d'ouvrages de base sur les domaines
artistiques et culturels appartenant aux collections
des musées. Il présente moins le point de vue de
l'auteur que les problèmes et controverses, ainsi
que la diversité des approches relatives aux objets
et artefacts concernés.

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ET DE LA PROSPECTIVE

Articles et livres du mois, n° 1 - 1993

Document bibliographique présentant les
ouvrages acquis par la documentation du DEP
ainsi qu'une sélection d'articles récents.

A lire, n° 1 - 1993.

Sélection d'articles bimestrielle.

Dossier, n° 1 - 1993.

Synthèse documentaire approfondie sur des sujets
transversaux (5 à 6 par an). Ce premier numéro est
consacré à certains aspects de la francophonie
(généralités, institutionnalisation, politique,
bibliographie).

Rapport d'enquête sur la situation du mécénat culturel d'entreprise en 1990-1991.

DEP - 2, rue Jean Lantier 75001 Paris. Tél. : 40 15 73 00.

ETHNOLOGIE

Nous, on n'en parle pas. Les vivants et les morts chez les Manouches.

Par Patrick Williams, collection *Ethnologie de la
France*, coédition Mission du patrimoine
ethnologique/Maison des sciences de l'homme,
1993, 110 p., 75 F.
Diffusion CID - 131, bd Saint-Michel 75005 Paris.
Tél. : 43 54 47 15.

débat national sur la recherche que prépare
le ministère de l'enseignement supérieur et
de la recherche.

M. Daniel Fabre, vice-président du
Conseil du patrimoine ethnologique, a
remercié le ministre de son soutien à la
notion même de patrimoine ethnolo-
gique. Il a rappelé le rôle déterminant de
la recherche qui permet d'insuffler un
supplément de conscience et de savoir
dans les opérations patrimoniales et parti-
cipe à éclairer les transformations de la
société française. La mission du patri-
moine ethnologique a contribué à l'ou-
verture de nouveaux champs d'étude, à la
sensibilisation du public par les publica-
tions et à l'établissement d'un réseau de
correspondants sur l'ensemble du terri-
toire. Pour son nouveau mandat, le
Conseil s'attachera à interpréter la
demande diffuse des milieux intéressés
pour définir des objets de connaissance
possibles et les moyens institutionnels
propres à les mettre en valeur. Il veillera
également à construire des programmes
susceptibles de créer des liens entre les
différents foyers de la recherche publique,
ainsi qu'à prendre en compte les terrains
et objets d'étude propices à la collabora-
tion entre directions du ministère (livre et
lecture, musées). Enfin, il encouragera,
dans le cadre de l'ouverture à l'Europe,
les travaux sur les espaces francophones.
En prise directe sur la réalité mouvante
des attentes collectives, le Conseil du
patrimoine ethnologique doit faire
montrer à la fois de rigueur intellectuelle et
d'adaptabilité pour conjuguer continuité
dans la recherche, cumulation des résul-
tats et restitution au public.

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES « LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE ET INDUSTRIEL »

Cet appel d'offres, cofinancé par le CNRS
et le ministère de la culture et de la franco-
phonie, avait été lancé en janvier 1993 (cf.
Culture et Recherche n° 40). Le comité de
l'archéologie a retenu cinq dossiers sur les
32 projets qui lui ont été proposés :

● Le cirque romain d'Arles, présenté par
l'URA 1247 du CNRS (GAMSAU,
Marseille) - P. Quinrand.

Le projet consiste à créer un modèle numé-
rique complet du cirque romain d'Arles tel
qu'il peut être reconstitué à partir des

fouilles, permettant la production d'images
de synthèse fixes ou animées à des fins
cognitives et muséographiques.

Partenariat avec la ville d'Arles et la
conservation des musées d'Arles.

● Carreaux de pavement polychromes
en ciment - université de Provence -
Y. Esquieu.

Le projet attire l'attention sur un décor
architectural d'époque industrielle : la
fabrication de ce type de carrelages, qui
apparaît vers 1860 à Viviers (Ardèche),
s'est largement diffusée avant de s'arrêter
en France vers 1950. Le but est de recen-
ser les réalisations, d'assurer la préserva-
tion des collections et surtout de reconsti-
tuer un atelier.

Partenariat avec le Centre international
d'art et d'architecture de Viviers.

● Monuments funéraires et stèles peintes
de Thessalie - UPR 310 (Maison de
l'Orient, Lyon) - B. Helly.

Archivage sous forme d'images numé-
riques de l'ensemble des 25 000 négatifs
relatifs aux 5 000 stèles de Thessalie
(dont 600 peintes) se trouvant dans les
musées de la Grèce ; sur CD photo avec
accompagnement sonore.

Partenariat avec l'Institut für Museum-
kunde de Berlin, l'Institut d'archéologie
de l'université de Bochum (Allemagne) et
avec les Ephories des antiquités préhisto-
riques de Volos, Larissa et Lamia (Grèce).

● Il y a 12 000 ans avec des chasseurs de
rennes sur les bords de la Seine - URA
275 (Paris) - C. Karlin et R. March.

Valorisation de trente ans de recherches
sur le site de Pincevent par des analyses
d'images et la constitution de banques de
données. Tous types de publics concernés.

● De la fouille à la modélisation architec-
turale : Saint-Bertrand de Comminges
(Haute-Garonne) - UPR 5500 (IRAA),
Bureau de Pau : M. Fincker.

Sur ce grand site gallo-romain, un pro-
gramme de DAO et de CAO a permis de
créer des bases de données topogra-
phiques, de faire de la modélisation en
3D et de créer des simulations de recons-
titutions architecturales à l'aide du logi-
ciel Architrion. L'objectif du projet est de
pouvoir utiliser en vidéo les images 3D
produites par l'ordinateur pour la présen-
tation au public.

Partenariat avec l'Institut de recherche sur
les sociétés et l'aménagement (IRSAM,
Pau) et le Musée de Saint-Bertrand de
Comminges.

Contact : CNRS - département SHS -
3, rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16.
Tél. : 44 96 42 95.

ALITÉ

DEA EN ACOUSTIQUE, TRAITEMENT DE SIGNAL ET INFORMATIQUE APPLIQUÉS À LA MUSIQUE (ATIAM)

Un nouveau DEA est ouvert à l'Ircam à la rentrée universitaire 1993. Il est organisé par les universités d'Aix-Marseille II et de Paris VI, l'Ircam, l'Ecole normale supérieure, l'université du Maine, l'Ecole nationale supérieure des télécommunications (Télécom Paris), et l'Association pour la création et la recherche sur les outils d'expression (ACROE). L'enseignement vise à donner les bases scientifiques et la culture musicale permettant d'aborder les recherches dans les domaines de l'acoustique musicale et de l'informatique musicale (synthèse et traitement des sons, composition assistée par ordinateur). Le niveau requis pour l'inscription au DEA ATIAM est celui d'une maîtrise scientifique (mathématiques, informatique, physique, électronique...), d'un diplôme de grande école ou d'un titre français ou étranger jugé équivalent. L'équipe doctorale est composée de J.-C. Risset (CNRS et Aix-Marseille II), P. Depalle, coordonnateur (Ircam), M. Bruneau (université du Maine), C. Cadoz (ACROE), M. Castellengo (CNRS et Paris VI), F. Laloë (CNRS et ENS Ulm), J. Laroche (Télécom Paris), C. Montacié (Paris VI).

Contact : P. Depalle - Ircam -
1, place Igor Stravinsky 75004 Paris.
Tél. : 44 78 47 60. Fax : 42 77 29 47.

DESS « CONSERVATION PRÉVENTIVE »

L'université de Paris I Panthéon-Sorbonne annonce la création, à la rentrée universitaire 1994-1995 d'un DESS consacré à l'enseignement d'un aspect de la conservation-restauration des biens culturels : la conservation préventive. Il bénéficie du soutien pédagogique de l'ICCROM (centre international pour la conservation et l'étude des biens culturels, Rome) ; il est assuré en collaboration avec l'Institut français de restauration des œuvres d'art et l'appui d'autres services du ministère de la culture. Date limite de dépôt des candidatures (par courrier simple) : 31 janvier 1994 à adresser auprès du secrétariat de la maîtrise de sciences et techniques « conservation-restauration des biens culturels ».
17, rue de Tolbiac 75013 Paris.

LA REVUE DE L'ART A VINGT-CINQ ANS

Depuis 1968, les recherches les plus significatives en histoire de l'art ont un lieu d'expression : *la Revue de l'Art*. Son fondateur, André Chastel, lui assignait la mission de favoriser la connaissance de « ces produits originaux que l'on appelle des œuvres d'art, dans leur complexité naturelle et dans leur spécificité », et plus précisément de ce qui concerne « leur recherche, leur classement et leur interprétation selon une perspective continue et largement articulée dans l'espace et dans le temps, mais attentive aux particularités ». Numéros ordinaires où sont publiés les « études fondamentales », numéros spéciaux abordant des questions complexes, outil de référence pour les historiens d'art, cette revue a une audience internationale.

La Revue de l'Art est éditée par le CNRS ; elle bénéficie du soutien constant du ministère chargé de la culture.
Centrale des Revues - 11, rue Gossin 92543
Montrouge cedex. Tél. : 46 56 52 66. Prix du numéro : 105 F. Abonnement (4 numéros) : 370 F.
Vente par correspondance : Presses du CNRS. 20-22, rue Saint-Amand 75015 Paris. Tél. : 45 33 16 00.

AU SUJET DES PIROGUES DE BERCY

A la suite de la parution dans le n° 43 de *Culture et Recherche* d'un texte intitulé « Les pirogues de Bercy » (en page 5), le service régional de l'archéologie d'Ile-de-France souhaite apporter les deux précisions suivantes : l'enlèvement des pirogues a nécessité également la participation de l'équipe des archéologues contractuels de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) dirigée par Yves Lanchon sous l'autorité scientifique du service régional de l'archéologie d'Ile-de-France. D'autre part, l'intervention rapide des spécialistes, et partant, l'enlèvement des pirogues n'a été possible que grâce à un financement exceptionnel de l'aménageur, Z.E.U.S (« Zones d'évolution urbaine de la Seine ») venu s'ajouter à celui qui de décembre 1990 à juillet 1993 a permis le sauvetage et le traitement de la documentation issue des deux premières tranches d'aménagement du site de Bercy.

Service régional de l'archéologie d'Ile-de-France -
Palais de Chaillot, aile Paris - I, place du
Trocadéro et du 11 novembre - 75116 Paris.

À LIRE

La mission du patrimoine ethnologique.

Plaquette proposant à tout partenaire potentiel - responsables d'organismes culturels à vocation ethnologique, enseignants, chercheurs et étudiants en sciences sociales, professionnels du patrimoine, élus locaux, cinéastes etc. - de mieux connaître les principes qui régissent les activités du Conseil du patrimoine ethnologique et celles de la Mission, ainsi que les modalités pratiques pour présenter un projet scientifique ou culturel.
Mission du patrimoine ethnologique - direction du patrimoine - 65, rue de Richelieu 75002 Paris.
Tél. : 40 15 86 39.

« Liens de pouvoir ou le clientélisme revisité », *Terrain*, n° 21, octobre 1993, 176 p., 75 F. Edité par le ministère de la culture et de la francophonie (mission du patrimoine ethnologique).

« Les gens du jouet ». Transmission de pensée dans l'Arc jurassien.

Par Hervé Baulard, éditions Cêtre, collection patrimoine ethnologique dirigée par Bertrand Hell, 110 p., 1993, 98 F.
L'auteur est chargé de recherches à la maison du jouet de Mourans-en-Montagne (Jura). Il propose une lecture fine d'un paysage social, celui des gens du jouet et la transmission des savoir-faire dans l'Arc jurassien.
Editions Cêtre - 14, Grande rue 25000 Besançon.
Tél. : 81 81 11 93.

INVENTAIRE GÉNÉRAL

Tours, décor et mobilier des édifices religieux et publics.

Cahiers du patrimoine n° 30, par Vincent Droguet et Marie-Thérèse Réau. A.R.E.P. Centre, Orléans, 1993, 240 p., ill., 290 F.

Cet ouvrage conçu à la suite d'un examen de l'ensemble du patrimoine de la ville, aborde dans une optique nouvelle l'histoire du décor et du mobilier des monuments tourangeaux. Les auteurs se sont efforcés d'écrire l'histoire de la création, de la mise en place et quelquefois de la disparition des œuvres d'art. Leur propos permet de découvrir la variété d'un patrimoine souvent méconnu, du mobilier liturgique tridentin aux grands décors de la Troisième République.

Caylus et Saint-Antonin-Noble-Val (Tarn-et-Garonne).

Le patrimoine de deux cantons aux confins du Quercy et du Rouergue.

Sous la direction de Bernard Loncan, *Inventaire général, Cahiers du patrimoine* n° 29, 1993, 402 p., ill., 450 F.

● Architecture et identité régionale. Hossegor. 1923 - 1939

Par Claude Laroche, *Cahiers du patrimoine* n° 32, 272 p., ill., 290 F.

Tous ces ouvrages réalisés par les services de l'Inventaire général du ministère de la culture sont en vente à la librairie de l'Imprimerie nationale : 2, rue Paul Hervieu 75732 Paris cedex 15.
Tél. : 40 58 32 75.

ENJ

Pour une his- de l'art

Le troisième millénaire
pléthore de notions
et d'œuvres qui repoussent
représentable, définit
définitions du théâtre.
distinction traditionnelle
entre acteur et spectateur
l'art vivant et d'ailleurs
bien qu'ils aient tous
d'une étonnante
muant au gré des époques
est plus que jamais
par les nouveaux moyens

LE SPECTACLE COMME MOYEN DE CONVERSION

Au début du vingtième siècle, le principe de l'altérité l'emporte notamment chez les plasticiens de l'avant-garde, qui emploient la scène pour élaborer leurs visions *in vivo*. Bien plus que de fastes audiovisuels, leurs spectacles sont autant de projections utopiques censées convertir et transformer le public. La représentation théâtrale doit s'imposer comme modèle d'un univers futur ; l'œuvre vivante prouve la viabilité du modèle. Dans leur volonté d'« évangéliser » les spectateurs, d'assurer leur transformation spirituelle par l'art, les visionnaires de mondes nouveaux prolongent l'esthétique immersive du *Gesamtkunstwerk* (« œuvre d'art totale ») wagnérien, représentation qui submerge et subjugué son public. Tout en recherchant l'adhésion active des spectateurs aux modèles proposés, les artistes ne leur accordent pas pour autant une grande autonomie : les forces libératrices de l'art passent parfois par des voies étrangement réglementées. Ainsi, les dissonances, l'illogisme, l'agressivité physique que l'on rencontre chez les

L'INSTAURATION DE LA DYNAMIQUE « SCÈNE / SALLE »

La très longue histoire de l'art vivant – l'élaboration de mises en scène complexes remonte au moins jusqu'à l'empire sumérien, au Ve millénaire – est jalonnée par une redéfinition constante de la place physique et idéologique accordée au spectateur vis-à-vis de la représentation (représenter = rendre présent). La mise en scène d'un objet, d'un acteur, d'un acte, crée une distance entre celui qui regarde et ce qu'il regarde. C'est donc l'altérité, cette tension immensurable due à la dissimilitude de deux mondes, qui est génératrice et garante de la représentation (2). Le hiatus entre l'œuvre et le public peut être maintenu par la rampe architecturée et éclairée de la salle de spectacles, mais également par une zone de rupture intangible, « rampe » qui naît de la seule différenciation des univers qu'elle sépare.

La doctrine naturaliste, qui veut rendre au public de théâtre une image miroir du monde familier, n'amoindrit nullement l'écart fondamental entre spectacle et spectateurs, ce gouffre donnant à la représentation sa raison d'être. Sur scène comme ailleurs, l'art réaliste ne devient art qu'en retraçant et s'éloignant du réel ; l'impact de la représentation bâtie sur une esthétique de vraisemblance dépend d'autant plus de sa discontinuité sensible avec l'environnement. La zone de rupture se manifeste alors comme une sorte de moirage, une frange d'interférence entre la représentation réaliste et le monde réel qui l'entoure.

A l'opposé des œuvres situant la représentation aux troubles frontières du réel, il y a celles qui la façonnent comme un univers discret qui s'oppose au monde familier et séduit par sa singularité. L'espace-temps des représentations religieuses, qui figurent parmi les premières formes théâtrales, échappe au registre quotidien grâce à l'invocation du sacré. L'irrationnel fascine et intimide ; face à l'inconnu et l'au-delà, le public se cimente en une solidaire communion. L'altérité propre aux cérémonies théurgiques n'est pourtant pas la seule source de la « grande peur métaphysique » qui, d'après Artaud, constitue l'essence du théâtre. Parfois le rire soulage à peine une profonde angoisse : lorsque les bouffons exultent des dérapages précaires entre le familier et le méconnaissable, l'hilarité du spectateur n'est qu'une échappatoire.

Le domaine de l'art vivant connaît depuis quelques décennies des glissements catégoriels majeurs, surtout suite aux expériences menées par des plasticiens. D'une part, les « happenings », les « performances » et le « body art » ont considérablement élargi le champ de l'œuvre vivante ; d'autre part, les plasticiens minimalistes jalonnant l'immédiateté spectaculaire ont revendiqué une théâtralité intrinsèque de l'objet-installation, supposé « prendre vie » sous le regard anthropomorphique du spectateur (1). Alors que de telles positions exigent une réévaluation des prémisses mêmes du théâtre, réévaluation à peine amorcée, l'impact culturel des nouvelles technologies semble rendre autrement urgente une réflexion approfondie sur l'art vivant et le spectaculaire. Par ailleurs, la redécouverte enthousiaste de la théâtralité à laquelle nous assistons aujourd'hui appelle également à une réelle réflexion sur ce sujet. En effet, on loue la puissance communicative de l'événementiel, on exige la mise en scène des expositions, la gestion volontariste de l'appareil perceptif du spectateur embarqué dans un parcours culturel initiatique. Des objets, des actes, des lieux les plus divers sont théâtralisés, voire scénarisés, afin d'accroître leur impact. Mais l'engouement pour des concepts empruntés aux arts du spectacle fait parfois survoler un monde dont on peut beaucoup apprendre. L'établissement de liens entre la représentation et le public met toujours en œuvre des principes essentiels aux arts du spectacle : adhésion à l'œuvre communautaire ou incitation du sens critique, éveil du sens ludique, provocation, séduction, immersion... L'art vivant possède une histoire immense et variée qui montre comment, au sein des différentes sociétés, s'articule le spectaculaire à base d'intervention humaine en temps réel.

Tadeusz Kantor pendant une représentation de *Je ne reviendrai jamais*. Photo Jaquie Bablet, UPR 12, CNRS.



EUX

histoire vivante vivant

re nous promet une
niveaux média
sseront les limites du
ieront les vieilles
mettront en cause la
aditionnelle
ur. La nature même de
spectaculaire,
ujours fait preuve
nte labilité,
ques et des cultures,
mais interrogée
ens de représentation.

dadaïstes, futuristes, expressionnistes et autres champions de l'avant-garde imposent une esthétique de choc, exigeant des spectateurs la suspension de leurs modes usuels d'intellection et de perception.

LE SPECTACLE COMME SUPPORT D'INTELLECTION

En réaction contre des représentations qui obligent les spectateurs à « laisser au vestiaire leur conduite habituelle », contre les « ivresses indignes » de l'héritage wagnérien, Brecht développe la notion du *Verfremdungseffekt* (effet de distanciation), force majeure de son théâtre épique. Ponctuée de heurts et de contradictions, la construction narrative du théâtre brechtien veut interdire la passivité du spectateur et aiguïser son sens critique. D'ailleurs, la mise à nu des artifices dramaturgiques et scénographiques de la représentation fait efficacement obstacle à l'instauration de l'irréel anesthésiant que déplore Brecht (3). La confrontation qui oppose le *Gesamtkunstwerk* immersif à l'art que Brecht qualifie d'« offensif » reste d'actualité pour tous ceux qui œuvrent au sein de la « société du spec-

tacle », y gérant les rapports entre la représentation et ses spectateurs. Parmi ceux-ci, les concepteurs et scénographes des expositions, que leur finalité soit didactique ou esthétique, ne doivent ignorer leur responsabilité lorsqu'ils tranchent entre une stratégie d'immersion et une mise à distance calculée du spectateur. De même, les artisans de représentations dites « virtuelles », dont la puissance immersive fait craindre un totalitarisme des plus sournois, sont a priori directement concernés par ce débat.

LES LIMITES DE L'ART VIVANT, LES LIMITES DU VIVANT

Constamment éprouvées dans le passé, les limites de l'art vivant le sont aujourd'hui par des technologies qui estompent insidieusement la démarcation entre l'homme et l'artefact : d'étranges mariages sont célébrés entre le corps et le cerveau de l'homme, et les automates à réseaux neuronaux que sont ses dernières créatures. La marionnettisation, par exemple, est en passe de devenir une technique de pointe grâce à l'accouplement électronique permettant aux acteurs vivants d'animer en direct leurs ombres de synthèse. Les fabricants des « vies artificielles », automates mécaniques ou virtuels étrangement humanisés par leur intelligence, leur comportement, leur reproductibilité, nous offrent des spectacles basés sur les évolutions *in vivo* et les changements à vue de ces entités factices. Le zoosystémicien Louis Bec s'est promu scénographe de ce théâtre en créant le « skénabiotopie », un espace artificiel conçu pour « spectaculariser » les agissements de ses organismes-modèles. Le « théâtre électronique » des jeux interactifs et des mondes virtuels permet à ses participants de choisir leur rôle, leur morphologie, leur dynamique corporelle ; ils peuvent en outre se métamorphoser et modifier le cours de l'histoire. Bien que souvent pauvres sur le plan artistique, de tels spectacles innovent en brouillant les distinctions entre artefact et homme, entre acteur et spectateur (4).

HISTOIRE DE COMPRENDRE, L'HISTOIRE POUR COMPRENDRE

La puissance spectaculaire qu'offrent les nouvelles technologies, surtout à travers le numérique et le virtuel, tend à éblouir, voilant l'historique long et riche de l'art vivant. Or, si les techniques et les moyens ont radicalement changé, les principes

anciens gouvernant les rapports entre l'œuvre et le spectateur (adhésion, distanciation critique, ludisme, provocation, séduction, immersion...) sont toujours opérants. Cela reste vrai même lorsque le percept comporte une projection de celui qui regarde (la représentation théâtralisée de soi est une possibilité grisante qu'auto-risent les jeux virtuels).

L'histoire de l'art vivant nous montre maintes cultures où le spectateur, vedette sur la scène du monde, fait de l'ombre à l'acteur agissant sur la scène du théâtre (le clou des spectacles de la Renaissance correspond souvent au moment du départ des acteurs, qui après avoir joué laissent la place aux ballets des nobles). Outre la distinction acteur/spectateur, cette histoire traite de la différenciation entre l'homme et la marionnette, entre le théâtre d'acteurs charnels et le théâtre d'ombres désincarnés. L'explicable dynamique qui imprègne l'art théâtral a été longuement commentée par Tadeusz Kantor, artiste et théoricien capital de la scène du vingtième siècle. Paradoxalement, c'est son manifeste intitulé « Le Théâtre de la Mort » qui revendique avec le plus d'acuité l'éclat vital de l'art vivant. L'immédiateté spectaculaire propre à l'objet mis en scène a été longtemps débattue au théâtre avant d'émerger dans la récente théorie des artistes minimalistes. L'inquiétante dimension hérétique des mannequins, créatures factices qui outrepassent les lois de la reproduction naturelle, intrigue l'homme depuis la première fois qu'il s'est fait image. L'histoire de l'art vivant peut et doit éclairer notre compréhension des formes spectaculaires actuellement en train de naître. ■

Sally Jane Norman

Membre associé du Laboratoire
de recherches sur les Arts du Spectacle,
UPR 12, C NRS

(1) Cf. notre article « Du Gesamtkunstwerk wagnérien aux arts du temps modernes : spectacles multimédia, installations minimalistes », in *L'Œuvre d'art totale*, ouvrage collectif à paraître prochainement à CNRS Editions, collection Arts du Spectacle.

(2) Cf. Elie Konigson, « Le Spectateur et son ombre », pp.183-190 in *Le Corps en jeu*, études et témoignages réunis et présentés par Odette Aslan, CNRS Editions, collection Arts du Spectacle, Paris, 1993.

(3) Cf. Philippe Ivernel, « Brecht contre Wagner », in *L'Œuvre d'art totale*, op. cit.

(4) Parmi les analyses de la théâtralité propre aux nouveaux supports informatiques, cf. Brenda Laurel, *Computers as theatre*, Addison-Wesley, États-Unis, 1991.

ARCHIVISTIQUE ET PRATIQUES SCIENTIFIQUES CONTEMPORAINES

Quelles traces
de la science faut-il
garder ?
Est-il nécessaire de
garder (archiver)
l'éprouvette où
l'expérience est née ?
Ne faut-il pas garder
plutôt ce qu'il y a
autour de cet objet
de la science ? C'est-
à-dire la mémoire des
ingrédients qui se
sont retrouvés dans
une même
éprouvette, le geste
du scientifique ou du
technicien qui les a
mêlés, les
schémas, notes,
photos qui en ont été
tirés, les échanges
scientifiques qui en
sont sortis, jusqu'à
l'aboutissement de
toutes ces
manœuvres : l'article.

RISQUER UN PROGRAMME...

Donner le nom de « programme ARISC » (1) à un programme de recherche-action sur les pratiques documentaires, la production et la conservation des matériaux et des objets dans la science contemporaine ne relève pas seulement du double plaisir de créer un sigle, et de le choisir provocant ou singulier. Nous postulons qu'il y a bien un risque à étudier la science contemporaine en tant que producteur de ce qu'on appelait naguère « archives scientifiques » et qu'on pourrait appeler aujourd'hui « patrimoine scientifique contemporain ». Ce risque est que nous (2) soyons amenés à faire le constat de la disparition inéluctable de ce patrimoine, et par là-même, obligés de renoncer à un pan de notre activité professionnelle.

Par le raccourci que permet un simple sigle, voilà que nous en arrivons d'emblée à une menace prophétique que rien pour l'heure ne semble justifier : des archives, du papier, il y en a partout, il y en a même trop... Pourtant les conditions de ce déclin annoncé sont en train de se mettre en place.

LE VERTIGE DE LA RÉALITÉ (3)

Les modes de production et d'échanges des données et informations actuellement à la disposition des scientifiques ont subi des renouvellements technologiques majeurs ces dernières années : PAO, CAO, courrier électronique, bases et banques de données...

Un des points communs de ces nouvelles technologies est leur caractère virtuel, éminemment modifiable, éminemment volatile. Que reste-t-il en effet des versions successives d'un texte remis à jour grâce à un traitement de texte, de données figurant sur une base écrasées par l'apport de données nouvelles, de cartes, de dessins, de schémas modifiés au moyen de logiciels sophistiqués ? Il devient de plus en plus difficile, dans certains champs disciplinaires, d'envisager de retracer la vie quotidienne d'un laboratoire, les découvertes, les échecs et les réussites, tout le cheminement du travail scientifique, au moyen des inscriptions documentaires classiques.

La pratique archivistique habituelle observe les traces documentaires laissées à distance par une activité quelconque, administrative, financière, industrielle, etc., traces plus ou moins effacées, plus ou moins distantes de cette activité. Il ne

relève pas en principe du rôle de l'archiviste de traiter les comportements qui ont mené aux pratiques. Tout au plus, essaie-t-il de guider ces comportements (4). Ces traces peuvent être une image assez fidèle de la pratique qui les a produites et c'est ce qui permet aux historiens d'avoir des matériaux de travail. Mais elles ne sont qu'une partie plus ou moins faible de ce qui a été effectivement produit. Les marques encore tenaces de la centralisation administrative française permettent de ne pas être trop surpris quant aux pratiques documentaires de l'administration. Il n'en est pas de même des milieux scientifiques contemporains. En raison des avancées technologiques en matière de production, de transmission et de stockage des informations dans ces milieux, avancées qui accompagnent des nouveaux modes de travail, il apparaît une incertitude quant à la nature même des traces documentaires qui pourraient être trouvées. Des fonctionnements scientifiques différents (5) produisent nécessairement des résultats documentaires nouveaux. Les scientifiques sont fascinés par tout ce qui relève du virtuel, par l'existence de ces réseaux électroniques, outil d'information et de communication qui a les caractéristiques de l'écrit, puisqu'on peut le stocker et en garder une trace sur papier, et de l'échange oral, en raison de son mode de transmission et de rapidité de circulation, outil qui ne se départit pas d'un charme du à son immatérialité (6). Cette fascination est à l'origine d'un discours couramment entendu qui oscille entre deux extrêmes : le papier ne sert plus à rien ; il y a de plus en plus de papier. Fascinés, les scientifiques expriment aussi de l'inquiétude quant à la pérennité de l'information qui circule de cette manière : l'immatérialité du support d'échange peut donner l'impression que l'information serait « volatile » (7).

Quant aux historiens des sciences qui se préoccupent des traces qui seront laissées, celles particulièrement qui permettront de repérer la naissance d'une idée, l'émergence d'un courant, le moment d'une découverte, ils se demandent aujourd'hui quel objet documentaire servira à faire l'histoire et quelle histoire on fera. Pourrait-on encore faire l'histoire d'une découverte ? Peut-on encore écrire sur un homme ? Là aussi, on sent poindre l'inquiétude que tous les objets de mémoire pourraient bien disparaître, perdus dans les tourmentes des modes, victimes de l'accélération des processus de renouvellement, méprisés par le souci de modernité.

EUX

Des postulats contradictoires se dessinent : de la vision du bureau sans papier à celle du bureau couvert de listings et de fax, aucune n'est étayée par des arguments réfléchis. Aucun chiffre, aucune explication n'éclairent les certitudes ou les craintes exprimées. Les a priori issus des expériences et des formations personnelles tiennent lieu de démonstration. De plus il s'avère très difficile de sensibiliser la communauté scientifique à la mise en perspective historique. Un autre dialogue et une stratégie nouvelle sont à inventer à partir d'une connaissance commune des pratiques documentaires en cours dans les milieux scientifiques contemporains.

ALLER LÀ OÙ LA SCIENCE SE FAIT

Le principe de la nécessité d'une observation de terrain, vécue sur le mode de l'archiviste allant à la rencontre des « indigènes », semblait justifié. Pour décrire et analyser ces pratiques, il n'est plus possible de se référer totalement au passé même proche, d'extrapoler à partir des fonds documentaires existants. Il nous faut disposer d'une grille d'analyse renouvelée qui sortira des observations sur le terrain.

On ne pouvait plus se contenter de faire son métier d'archiviste, d'apporter son regard d'expert sur des piles de documents. Il était indispensable d'aller dans les laboratoires, là où la recherche se fait et observer tant la production des matériaux documentaires que ceux qui les produisent. Pour bien observer, il nous a paru qu'il fallait postuler une ignorance totale des modes de production et de circulation des matériaux documentaires dans les milieux scientifiques d'aujourd'hui. Cet œil neuf devait l'être vraiment : pas question de profiter d'une présence en terrain inconnu pour faire de l'entrisme, édicter des normes ou corriger les pratiques en présence. Il n'était plus question de rafistoler les vieux habits ou de les adapter vaille que vaille à des structures changées, mais d'en faire des neufs, d'acquiescer une pratique nouvelle qui mène à une méthode renouvelée. Cette enquête devait fonctionner comme une sorte d'éprouvette et il y avait à trouver les lieux où l'observation pourrait se faire (8).

Définir ce que sont les archives scientifiques, c'est aussi définir le contexte de leur production. Il s'agit notamment de savoir quelle est la place gardée par le papier d'une manière quantitative – volume des informations sur papier par

rapport aux autres supports – et qualitative – on peut se demander si l'usage du papier garantit une certaine valeur scientifique et quelle importance il a dans une stratégie de recherche. Cette étude des flux quantitatifs et qualitatifs doit se faire dans chaque champ disciplinaire (9).

En effet, dans une discipline donnée, la pratique scientifique est dotée d'une certaine homogénéité, due entre autres à l'internationalisation des travaux, mais cette pratique varie considérablement d'un champ à un autre : une équipe de physique des solides ne travaille pas comme une équipe de sociologie urbaine. Les objets physiques produits et utilisés par les scientifiques (maquettes, prototypes, résultats d'expériences et d'observations) seront pris en compte dans la problématique générale (conservation muséographique des objets eux-mêmes ou inventaire photographique ou vidéo) (10).

Cette étude nous donnera également l'occasion de nous pencher sur les innovations technologiques qui permettent le transfert et le stockage des informations, des expériences et des résultats. Ces innovations très largement utilisées dans le domaine de la science se répandront d'ici quelques années dans des secteurs plus administratifs.

Les milieux de la science contemporaine sont un terrain d'étude privilégié pour mettre à jour nos connaissances sur la nature et l'utilisation des supports magnétiques, électroniques, vidéos, etc.

Les Archives nationales (11), dans ce dispositif, se veulent un point de rencontre des différentes initiatives et le lieu de création d'outils méthodiques innovants, adaptés au monde contemporain, plus qu'une structure centralisée de collecte, de traitement et de conservation des archives scientifiques.

Les enjeux de ce programme sont à la hauteur de ses ambitions : répondre aux questions soulevées par la volonté de constituer un patrimoine scientifique contemporain. Quels sont les matériaux documentaires qui pourront servir à l'histoire des sciences et des techniques, comment se présenteront-ils, comment sont-ils conservés aujourd'hui et comment le seront-ils demain, – s'ils le sont – ? ■

Odile Welfelé
Conservateur en chef du patrimoine
Mission des Archives nationales
auprès du CNRS
SOSI, 4 rue Las Cases 75007 Paris
Tél. : 44 96 51 49

(1) ARISC : Archives issues des sciences contemporaines. Ce programme fait l'objet d'une convention passée entre le CNRS (SOSI, mission des Archives nationales) et la mission de la recherche du ministère de la culture.

(2) Le « nous » comprend aussi bien ceux qui collectent et conservent ce patrimoine (conservateurs d'archives, de musées et de bibliothèques) que ceux qui les exploitent (historiens et sociologues des sciences et des techniques).

(3) « Ce que nous donnent les communications de masse, ce n'est pas la réalité, c'est le vertige de la réalité ». Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Denoël, 1970.

(4) Les missions des Archives nationales auprès des administrations centrales et le service technique de la direction des Archives de France édictent régulièrement des circulaires qui décrivent certaines catégories de documents et prescrivent des délais et des modes de conservation. Un travail équivalent est en cours pour les papiers gardés à titre personnel par les scientifiques.

(5) Cf. les travaux du Centre de sociologie de l'innovation de l'Ecole des Mines et les ouvrages de Bruno Latour aux éditions de la Découverte (*La vie de laboratoire. La science en action*).

(6) Les bibliothèques virtuelles en particulier sont objets d'une quasi vénération.

(7) Jean-Pierre Verjus, directeur de l'IMAG (groupe de laboratoires en Informatique et mathématiques appliquées de Grenoble), 11 février 1993.

(8) Un site-pilote a été choisi en février 1993 : le projet Sherpa, équipe de recherche mixte INRIA-CNRS, au sein de l'IMAG. L'enquête a été menée entre février et juillet 1993. Un des résultats attendus était une première validation des hypothèses de travail et une vérification de l'intérêt et de l'utilité de ce travail.

(9) Les travaux menés dans le cadre de ce programme s'enrichiront des liens avec le groupe de travail sur les archives scientifiques au sein du Conseil international des archives (ICA).

(10) Des liens ont été noués avec des équipes qui travaillent sur des thèmes proches dans le cadre du programme REMUS (aide à la recherche en muséologie des sciences et des techniques).

(11) En particulier, la mission des Archives nationales auprès du CNRS (SOSI).

LE CENTRE DES ARCHIVES DU MONDE DU TRAVAIL

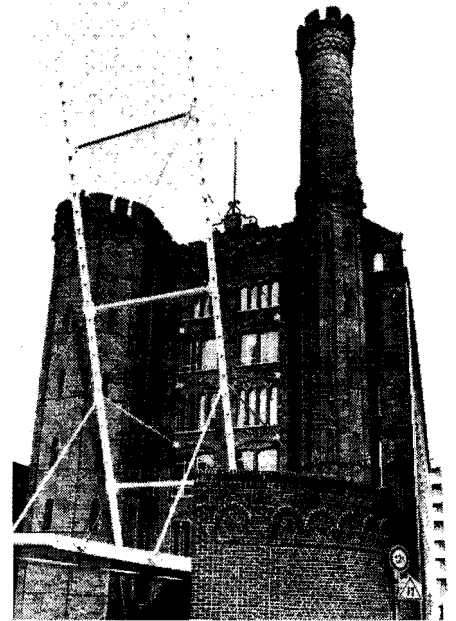
Une nouvelle
structure pour les
archives
d'entreprises : le
Centre des
archives du monde
du travail ouvre
ses portes à
Roubaix. Il
accueille les
archives
provenant des
différentes
branches de
l'activité
économique et
sociale d'une
grande région du
Nord en
priviliégiant les
archives
techniques.

UN GRAND PROJET DE L'ETAT EN RÉGION

Le Centre des archives du monde du travail de Roubaix, service décentralisé des Archives nationales, ouvre ses portes après un an de gestation. C'est en Conseil des ministres, le 23 septembre 1983, que la décision a été annoncée de réaliser en régions cinq centres spécialisés dans la conservation et le traitement des archives nées des activités économiques et sociales – archives des entreprises industrielles et commerciales, des banques, des compagnies d'assurances, des syndicats patronaux et ouvriers, des associations. La région désignée pour accueillir le premier centre a été le Nord-Pas-de-Calais, région de mutations économiques importantes qui avait très tôt manifesté un intérêt tout particulier à la conservation d'un patrimoine hérité de la Révolution industrielle. Le projet a trouvé son lieu d'application dans l'ancienne filature de coton des établissements Motte-Bossut S.A., fermée en 1981. La ville de Roubaix a cédé à l'Etat le bâtiment, construit entre 1864 et 1900, symbole des châteaux de l'industrie du Nord, situé en centre ville tout près de la future station du métro reliant Roubaix à Lille, qui se prêtait particulièrement à accueillir le projet. Dans le cadre du contrat de plan de 1984, la Région, pour sa part, apportait 25 % du montant prévisionnel des travaux de restructuration, l'Etat prenant 75 % à sa charge. Après définition du programme et consultation des concepteurs, c'est l'architecte Alain Sarfati qui fut chargé de la réhabilitation ; travail d'envergure, car il s'agit d'une restructuration complète de l'usine, afin d'adapter l'existant à une conception rationnelle d'un bâtiment d'archives. Les travaux, commencés en mars 1989, se sont achevés quatre ans après. L'ouverture du Centre au public est prévue le 11 octobre 1993, peu après son inauguration par M. Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie.

UN BÂTIMENT, DEUX FONCTIONS

Le programme, élaboré en 1985, définissait deux fonctions principales au futur Centre des archives du monde du travail. Tout d'abord, une fonction proprement archivistique : le centre devait assurer la collecte, le traitement et la conservation des archives des entreprises nationales et privées de la région et des régions voisines, c'est-à-dire d'un « grand Nord » –



Façade de la filature Motte-Bossut à Roubaix, siège du Centre des archives du monde du travail.
Photo Sam Bellet/Réflexion.

les cinq centres prévus sur l'ensemble de la France ayant une vocation interrégionale – ainsi que leur communication à des fins de recherche scientifique.

A coté de cette fonction, somme toute classique, du Centre, répondant à des besoins archivistiques bien définis, le programme déterminait une deuxième fonction d'ouverture vers un public dépassant le cercle des utilisateurs habituels des Archives et s'appuyant sur un véritable partenariat avec les acteurs économiques, sociaux et culturels de la région.

Ces deux fonctions apparaissent très nettement transcrites dans le projet d'architecture. Le bâtiment est divisé en deux parties bien distinctes : le centre d'archives proprement dit et les locaux dédiés à l'accueil du public.

Le bâtiment « Archives » a été complètement évidé et on a construit, à l'intérieur des anciennes façades, au-dessus de deux niveaux réservés au traitement des documents (salles de tri, ateliers de désinfection, de restauration et de microfilmage) et de la salle de consultation, sept étages de magasins de stockage correspondant aux normes de la direction des Archives de France. Pour simplifier les tâches de manutention, des équipements spécifiques ont été réalisés : un magasin automatisé de grande hauteur avec transtockeur et un système de manutention automatique verticale. Une informatique en réseau assure la gestion des collections et leur communication au public.

UX

En revanche, le bâtiment « public » a conservé la structure de l'ancienne usine et présente, autour d'un puits de lumière central, les bureaux du Centre, de vastes espaces d'exposition et d'animation, des salles de réunion et un grand auditorium.

UN CENTRE SPÉCIALISÉ POUR LE MONDE DU TRAVAIL

Si l'intérêt manifesté par les Archives publiques pour les archives économiques et sociales n'est pas entièrement nouveau, puisque les Archives nationales à Paris et nombre de services départementaux conservent des fonds de cette nature, le Centre de Roubaix est le premier en France à s'y consacrer exclusivement. Dans les régions de son ressort (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne...), il prendra le relais de l'action que menaient auparavant les Archives départementales qui lui reverseront leurs fonds d'archives du monde du travail.

Service de création récente qui fonctionne en préfiguration depuis 1986, le Centre a rassemblé, à la suite de dons, de dépôts ou d'achats, plus d'une cinquantaine de fonds d'archives d'origine variée, qui reflètent toute l'hétérogénéité du monde du travail : archives d'entreprises de construction métallique, de construction mécanique, des chantiers navals – ceux de la Normed de Dunkerque ; archives de sucreries, d'imprimeries ; archives du textile, bien sûr avec le fonds Motte-Bossut, un des premiers entrés au Centre ; archives de coopératives et de mutuelles ; archives aussi de personnes privées comme les prêtres ouvriers.

Le Centre fonctionne actuellement avec une équipe de quatorze personnes, conservateurs, documentalistes, personnel de magasinage et de maintenance. Les archivistes du Centre, confrontés à la masse des documents qui leur sont proposés, ont établi une typologie rigoureuse

des catégories de documents issus du monde du travail, afin de pouvoir sélectionner, au moment de la collecte, ceux qui méritent pour leur intérêt historique une conservation à long terme. L'analyse précise des unités documentaires est saisie dans le système informatique du Centre qui permettra à terme, une interrogation directe des fonds.

Les fonds déjà conservés par le Centre des archives du monde du travail apportent une documentation exploitable par la recherche, dans toutes les disciplines historiques, histoire économique et sociale, histoire des techniques et de l'architecture. La

richesse des fonds techniques du Centre – plusieurs dizaines de milliers de plans de machines, d'ouvrages d'art, de bateaux, d'ores et déjà inventoriés – favorisera des recherches, encore peu nombreuses en France, en histoire des techniques.

Une salle de consultation de soixante places va accueillir les chercheurs qui y consulteront des documents sur tous supports, dossiers papier classiques, plans, vidéogrammes, films... Les inventaires du Centre seront également disponibles à Paris, au CARAN.

POUR DE NOUVEAUX PUBLICS

Mais le centre n'a pas pour seule vocation cette exploitation traditionnelle de ses fonds. Il se veut un lieu d'accueil de publics plus larges. Un service pédagogique se met en place avec l'aide de l'Education nationale. Dès la rentrée, il recevra des classes de lycée et de collèges qui pourront travailler, à partir des documents du Centre, sur les différents thèmes de leur programme relatifs au monde du travail.

Les liens avec l'Université, déjà établis, doivent se renforcer avec l'ouverture du Centre et s'appuieront sur une structure pluridisciplinaire du CNRS, installée à Lille, l'Institut fédératif de recherches sur les économies et les sociétés industrielles (IFRESI).

Le grand public aura également accès, dès le mois d'octobre, aux espaces d'exposition où est mise en place la première exposition du Centre, « Histoires du Nord », qui retrace, par des photographies d'archives et des documents, l'histoire du Nord industriel et marchand.

Enfin, l'auditorium est déjà le lieu d'accueil de colloques, de conférences, voire de conventions d'entreprises ; une manière de faire entrer largement dans le Centre ses partenaires obligés, culturels et économiques.

Le programme d'animation n'est pas encore complètement arrêté : on envisage dans un avenir proche, l'ouverture d'un centre de formation aux techniques de l'archivage, en attendant de pouvoir installer une médiathèque d'actualité sur le thème du monde du travail, équipement complémentaire au centre d'archives dont le projet est encore à l'étude. ■

Yvette Lebrigand
Conservateur général du patrimoine
Chargée du Centre des archives
du monde du travail
78, boulevard du Général-Leclerc
B.P. 405 58057 Roubaix cedex 1.
Tél. : 20 65 38 00 - Fax : 20 65 38 01.

AUX ARCHIVES NATIONALES

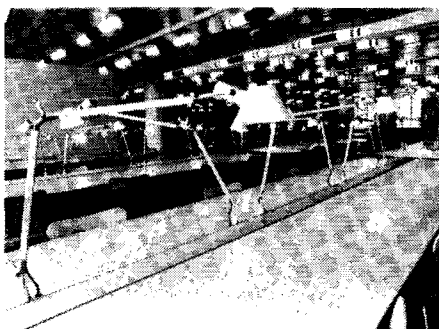
L'intérêt porté par les Archives de France aux archives économiques remonte à 1926, année où fut lancée dans la revue les Annales une campagne de sensibilisation ; dès 1931, les archivistes départementaux furent invités à recueillir les archives des sociétés ayant cessé leurs activités. En 1949 fut créé aux Archives nationales un service spécialisé, habilité à recueillir et à traiter les fonds provenant d'entreprises et d'associations. Des résultats appréciables ont ainsi pu être obtenus : à l'heure actuelle plus de 200 fonds d'entreprises et une centaine de fonds d'associations, ainsi que 12 fonds d'organismes de presse ont été recueillis et mis à la disposition d'historiens aux Archives nationales. Il s'agit essentiellement dans ce cas d'entreprises ou d'associations d'importance nationale parmi lesquelles on peut citer des banques (banque Rothschild, BNC, BNCL, banque ottomane...), de compagnies d'assurance (l'Aigle, le Soleil, la Nationale...), les anciennes compagnies de chemin de fer, les industries métallurgiques (Creusot-Loire, Schneider...), des archives « sociales », notamment d'associations patronales comme le très important fonds déposé par le CNPF.

De leur côté les Archives départementales ont recueilli des fonds d'intérêt plus local : houillères dans le Pas-de-Calais, la Loire, le Tarn, fonds d'armateurs en Ille-et-Vilaine et en Gironde, de négociants toujours en Gironde, dans le Rhône et dans les Bouches-du-Rhône, forges et hauts fourneaux d'Allevard en Isère, banque Gouin en Indre-et-Loire, banque Guérin dans le Rhône...

Ces fonds ont fait l'objet de répertoires, pour les Archives nationales, on dispose de trois volumes d'état des fonds :

- Etat sommaire des archives d'entreprises conservées aux Archives nationales, t. I (1 AQ à 64 AQ), par B. Gille, Paris, 1957.
- Idem, t. II (65 AQ à 119 AQ), par I. Guérin-Brot, Paris, 1977.
- Etat sommaire des archives d'associations conservées aux Archives nationales (1 AS à 75 AS), par F. Hildesheimer et B. Joly, Paris, 1990.

Salle de consultation du Centre des archives du monde du travail. Photo Sam Bellet/Réflexion.



POLITIQUE

DE LA

RECHERCHE

À LIRE

MUSÉES

L'environnement entre au musée

Par Jean Davallon, Gérard Grandmont, Bernard Schiele, Presses universitaires de Lyon, coll. *Muséologies* dirigée par Jean Davallon, 115 F. Distribution Distique.

Cet ouvrage montre à quel point l'institution muséale, saisie par la révolution verte, est aujourd'hui en train de changer. Il fait apparaître la profonde originalité de l'approche de l'environnement que le musée contribue à proposer. PUL - 86, rue Pasteur 69365 Lyon cedex 07. Tél. : 78 69 20 48. Fax : 78 69 42 88.

Georges de La Tour ou les chefs-d'œuvre révélés

Par Elisabeth Martin, Anne Reinbold, Jean-Paul Rioux, éditions Serpenoise, 144 p., ill., 150 F. Catalogue de l'exposition présentée à Vic-sur-Seille jusqu'au 14 novembre 1993.

BIBLIOTHÈQUE - LIVRE

Statistiques 1992 de la Bibliographie nationale française.

Ces statistiques, récapitulatives depuis 1989, indiquent la répartition des livres et publications en série, de manière exhaustive puisqu'elles sont constituées à partir du dépôt légal ; elles donnent un tableau statistique détaillé par discipline pour les livres.

Disponible gratuitement sur simple demande à l'adresse suivante : Bibliothèque nationale - Bibliographie nationale française - 2, rue Vivienne - F - 75084 Paris cedex 20.

La bibliothèque dans la cité. Actes du colloque de Poitiers (4-7 décembre 1992), APPEL/BPI, Centre Pompidou, 1993, 231 p., 115 F. Distribution Distique.

Lecteurs en campagne. Les ruraux lisent-ils autrement ?

Par Claude-Michèle Gardien, Raymonde Lafredoux, Michèle Petit, BPI, Centre Pompidou, 1993, 248 p., 155 F. Distribution Distique.

Construire une bibliothèque universitaire.

De la conception à la réalisation.

Sous la direction de Marie-Françoise Bisbrouck et Daniel Renoult. Paris, Cercle de la Librairie, coll. *Bibliothèques*, 1993, 304 p., ill., 395 F. ISBN 2-7654-0518-2.

Dirigé par deux responsables à la direction de la programmation et du développement universitaire au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, cet ouvrage conçu par des architectes, des bibliothécaires, des ingénieurs et des universitaires constitue le premier guide traitant de tous les aspects d'un projet de bibliothèque universitaire : définition des publics, connaissance des partenaires, développement d'une méthodologie, programmation des espaces, fonctionnalité et qualité architecturale. Il aborde toutes les questions posées au maître d'ouvrage, telles les contraintes techniques des bâtiments de bibliothèque, l'influence de l'organisation du travail ou de l'informatisation sur l'agencement des espaces, la sécurité des personnes ou l'équipement mobilier.

RÉORGANISATION DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Un décret et deux arrêtés parus au *Journal officiel* du 13 juillet 1993 donnent le nouvel organigramme du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Trois directions générales :

- la direction des enseignements supérieurs, dirigée par Jean-Pierre Bardet, aura la responsabilité de l'ensemble des formations initiales des étudiants et des futurs enseignants, de la politique contractuelle avec les universités et des programmes de construction et de développement universitaires (plan « Universités 2000 ») ;
- la direction de la recherche et de la technologie, dirigée par Bernard Decomps, aura la tutelle des politiques de recherche menées dans les universités (y compris les études doctorales) et dans les grands organismes de recherche ;
- la direction de l'administration, des ressources humaines et des affaires financières, dirigée par Jean-François Zahn.

A ces trois directions générales s'ajoutent :

- une délégation à la modernisation et à la déconcentration, dirigée par Suzanne Sillard ;
- une délégation aux relations européennes, internationales et à la francophonie, dirigée par Albert Prévos ;
- une direction de l'information scientifique et technique et des bibliothèques, dirigée par François Hinard.

Enfin la mission scientifique et technique, dirigée par Bernard Bigot, concentrant l'ensemble des compétences d'expertise et d'évaluation scientifique, pédagogique et technique du ministère, contribue à définir, à la demande du ministre, les grands axes de la politique scientifique ministérielle et interministérielle, et à proposer des actions propres à leur mise en œuvre.

CONSULTATION NATIONALE SUR LA RECHERCHE

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ouvre une large consultation nationale sur les grands objectifs de la politique scientifique et technique

des prochaines années. Au centre du débat : l'évolution des carrières, en particulier la mobilité des enseignants et des chercheurs, ainsi que le rôle et l'évolution des organismes de recherche.

FIST - UN NOUVEL ORGANISME DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

France innovation scientifique et transfert (FIST) a été créé en octobre 1992 à l'initiative du ministère de la recherche, du CNRS et de l'ANVAR, pour assurer le transfert des technologies dans les principaux domaines techniques, en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour que l'innovation passe avec succès, du laboratoire de recherche à l'exploitation industrielle. FIST est une société anonyme qui associe à son capital de 7,5 millions de francs les plus importants organismes de recherche français. Il s'appuie sur une équipe interne de chargés d'affaires ingénieurs brevet, sur des cabinets associés et sur un réseau d'experts scientifiques et industriels implantés dans le monde entier. FIST est membre d'Eurotech, réseau commercial européen qui regroupe les agences nationales de transfert de technologies des pays de la Communauté européenne et qui est soutenu par le programme communautaire SPRINT. Il est centre relais « Value », réseau de la communauté européenne, établi à l'initiative du programme Value II pour promouvoir la dissémination et l'exploitation des résultats de la recherche communautaire.

Outre son activité de base, le transfert recherche-industrie, FIST propose un ensemble de services aux organismes de recherche, industriels et inventeurs : l'évaluation technico-économique des innovations ; la recherche de partenaires industriels et la négociation des accords ; l'élaboration de la stratégie de recherche et développement.

FIST : 135, bd Saint-Michel 75005 Paris.
Tél. : 40 51 00 90.

LE CNRS A DÉMÉNAGÉ

Depuis le 1^{er} août 1993, le siège du CNRS a quitté le quai Anatole France et s'est installé 3, rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16.
Tél. : 44 96 40 00. Fax : 44 96 50 00.